

# L'info vue de l'intérieur des terres

«Sans coup férir, la loi sur l'information passera comme celle qui a concerné les partis, notamment. De même que, dès le lendemain de son adoption, les critiques des journalistes iront en se raréfiant et les journaux continueront à s'écrire avec la même tonalité. C'est dire que le pouvoir actuel légifère dans le vide, lui qui est moribond, quand la presse algérienne prend de plus en plus de l'assurance gagne en crédit dans l'opinion et craint de moins en moins les fanfaronnades des maîtres-censeurs. C'est tout simplement ainsi qu'il faut envisager l'avenir immédiat de la liberté d'expression. Avec certitude, il n'y aura pas de sitôt un avant et un après le prétendu code. En effet lorsqu'un gouvernement pédale dans la semoule depuis quelques années et qu'un chef d'Etat se transforme en ermite l'on est presque sûr qu'aucun mécanisme de «régulation» émanant du nouveau texte n'a de chance de se mettre en branle.» Celui qui se fendait de cette lumineuse analyse est un confrère

de Constantine à qui nous demandions sons avis. Rassurant sans verser dans l'optimisme béat n'a-t-il pas, en quelque sorte, inventé une lorgnette spécifiquement provinciale pour examiner cette question cruciale qui le concerne au premier chef ? Dubitatif comme tous les professionnels locaux, il n'a pas d'avis tranché. Tout au plus il affiche son scepticisme quant à l'issue de ces passes d'armes médiatiques. En pointillés, il soupçonnerait ses confrères de la capitale de n'exceller que dans la coquetterie de la polémique. Pis encore, il leur impute leurs excès de corporatisme au moment où le pays prend eau de toutes parts.

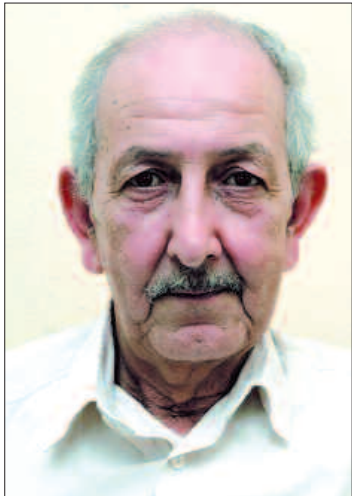
Est-ce à dire que, comme celui-ci, les journalistes postés en province ne se reconnaissent pas expressément dans cette résistance ? Pas le moins du monde. Sauf que le regard qu'ils jettent sur la réalité des jours ordinaires et sur la manière, à eux, d'accomplir leur métier les autorise à relativiser les

fièvres ponctuelles qui s'emparent des rédactions centrales. Car, bien moins que le désintérêt, c'est le désenchantement ambiant rythmant leur quotidien qui serait à l'origine de leur molle adhésion.

Pour toutes ces raisons, ils pensent – sûrement à tort – que l'actuel débat qui agite les noyaux centraux de la presse écrite ne les concerne qu'accessoirement. Bien plus, ils estiment que l'épouvantail de la censure d'Etat dont il est question dans le code est depuis longtemps à l'œuvre dans les rédactions de province. Pour eux, cela fait bien des années qu'ils sont soumis aux embargos des autorités locales et aux pressions des lobbies de l'affairisme. Sans souhaiter noircir le trait à l'excès, ils avouent que l'environnement sulfureux dans lequel ils opèrent finit toujours par altérer l'objectivité des écrits. Comme un reproche fait à leurs confrères de la capitale, ils insistent sur le fait que ceux-là ne font pas l'effort d'illustrer le combat qu'ils mènent par des

exemples du terrain. C'est-à-dire le vécu infernal du correspondant. Là où les droits élémentaires des journalistes sont allègrement bafoués par des petites autorités qui, parfois, se payent le luxe de malmenier et d'humilier celui qui hésite à leur servir la soupe dans son journal.

Qu'aujourd'hui, un énième ministre monte à l'assaut de la liberté de la presse pour la brider ne les effraye pas outre mesure. Ils ont déjà «donné de la leur depuis une décennie», disent-ils «et qu'il n'y a plus rien à leur enlever dorénavant». A partir de leur statut de «censurés» emblématiques, ils ne veulent cependant se détourner des velléités positives de leurs confrères des rédactions centrales. Sauf, comme le soulignait notre interlocuteur initial, si cette fois-ci la mobilisation a l'air de fonctionner convenablement contre la «récidive» du pouvoir politique à travers cette loi c'est qu'il est foncièrement en panne sur tous les sujets. Et de ce fait ne souhaite pas que l'opinion le sache. En effet, la



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

somme d'interdits contenue dans le projet du ministre Mehal constitue, paradoxalement, la meilleure matière à un réquisitoire en bonne et due forme.

En clair, un président qui prétend ne réformer que par le recours excessif au concept du «devoir» tout en lésinant sur celui du «droit» ne se tire-t-il pas une balle dans son pied ?

B. H.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)

## J'ai honte !

Qu'est-ce qui a changé au Maroc depuis les dernières élections qui ont porté les islamistes au pouvoir ? Avant, les Marocains avaient un roi. Maintenant, ils ont un roi et un ...

...Emir !

Voilà ! J'ai farfouillé partout. J'ai remué ciel et terre. J'ai retourné tous les matelas. J'ai fourré mon nez dans toutes mes archives, et le seul classement honorable de l'Algérie, ce n'est qu'en football que je l'ai trouvé. On cocoonise parmi les trente meilleures nations du ballon rond. Pour tout le reste, le bien-être, le coût de la vie, les violences faites aux femmes, les accidents de la route, nous sombrons. Plus vite que le *Titanic*. Dernière baffe reçue en plein dans la gueule, le classement des pays les plus corrompus de la planète. Mon Dieu ! Là, nous avons fait fort. Et rien n'interdit de penser qu'à cette allure, nous allons bientôt grimper sur le podium qui consacre les trois pays les plus gangrenés par la corruption. Ce genre d'escalade, apparemment, nous savons faire. Il ne peut y avoir de jouissance à voir ainsi son pays s'étioler, se désagréger, se déliter. Le regard critique le plus féroce sur un régime n'implique pas que l'on se repaisse de la descente aux enfers de son bled. Et je peux bien l'avouer, là, aujourd'hui, plus que les autres jours, de voir l'Algérie traînée dans la gadoue de la corruption, ça me saigne ! J'ai honte. Ce classement, grâce – ou plutôt à cause – des nouvelles technologies, est connu de tous, aux quatre coins de la planète. Je n'ose imaginer le malaise, le sentiment profond d'indignation contenue et retenue de nos hauts cadres, de nos experts, de nos chercheurs, de nos scientifiques, de nos cerveaux qui voyagent à l'étranger, qui doivent donc poser sur le comptoir du «Pafiste» du pays où ils débarquent leur passeport algérien et qui

ne manqueront pas de relever le petit regard en biais du fonctionnaire de police à la vue de ce document de voyage vert. Oui ! Car tout le monde sait. Tout le monde sait ce que des dirigeants éclairés à la lampe à pétrole ont réussi à faire de l'Algérie. Je saigne de honte. Oui ! Je saigne de devoir baisser un peu plus la tête, de me l'enfoncer encore et encore entre les épaules, parce que je suis citoyen d'une nation classée parmi les plus corrompues du monde. Aux séries de traumatismes engrangés ces 20 dernières années, comme le terrorisme, je suis bien obligé aujourd'hui d'ajouter celui de la honte. LA HONTE ! D'être cité en exemple de magouilles, de malversations à grande échelle, de bidouillages et de scandales aux totaux astronomiques. C'est terrible, car cette honte, j'ai de plus en plus l'impression qu'elle est tatouée, scariée sur notre peau, comme un tampon indélébile, un marqueur d'exclusion, un timbre de mise en quarantaine au ban des sociétés du monde. Pourquoi ? Pourquoi, après nous avoir littéralement bannis de notre propre pays avez-vous poussé l'ignominie jusqu'à nous faire bannir du monde civilisé ? Ce n'est pas juste ! C'est profondément injuste ! Personne ne devrait avoir ce pouvoir atroce de salir son propre peuple aux yeux impitoyables de la planète. Il devrait d'ailleurs exister des lois pour interdire, empêcher cela. Un TPI qui jugerait les dirigeants corrompus et corrupteurs qui réduisent leurs citoyens à un magma stigmatisé, un ensemble d'êtres errants, cachant, dissimulant mal la partie de leur corps sur laquelle est tatoué notre classement infamant. J'ai honte ! J'ai tellement honte que j'en fume du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

